



Le GRÉSIVAUDAN
communauté de communes

COMMUNAUTE DE COMMUNES LE GRÉSIVAUDAN

SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU **21 SEPTEMBRE 2026**
Délibération n° **DEL-2026-0276**

Décision de démantèlement de l'Unité d'Incinération des Ordures Ménagères de Pontcharra

Nombre de sièges : 74
Membres en exercice : 74

Présents : 62
Pouvoirs : 10
Absents : 2
(Jean-Claude BOREL-GARIN et Jean-Noël COLLE)
Excusés : 10
Pour : 67
Contre : 0

Abstention : 5
N'ayant pas pris part au vote : 0

Acte rendu exécutoire après
transmission en Préfecture le

23 SEP. 2026

et publié le

23 SEP. 2026

Secrétaire de séance :
Delphine PERREAU

Le lundi 21 septembre 2026 à 15 heures 00, le Conseil communautaire de la communauté de communes Le Grésivaudan s'est réuni, sous la présidence de Monsieur Henri BAILE, Président. Convocation dûment faite le 14 septembre 2026.

Présents : Henri BAILE, Pierre BARUZZI, Philippe BAUDAIN, Patrick BEAU, Patricia BELLINI, Claude BENOIT, Margaux BERLIOZ, Anne-Françoise BESSON, Jérôme BIGLIA, Clément BONNET, Dominique BONNET, Théodore BONNET-GAMARD, Coralie BOURDELAIN, Régine BOURGEOIS, Marieke BUNTINX, Jean-Marie CABRIERES, Marc CECON, Karim-Eugène CHAMON, Jean-François CLAPPAZ, Dominique CLOUZEAU, Cécile CONRY, Arthur CULLATI, Agnès DUPON, Christophe DURET, Laure FAYOLLE, Thierry FEROTIN, Sandrine GAUCHON, Philippe GENESTIER, Martin GERBAUX, Marc GRAMBIN, Annick GUICHARD, Mylène JACQUIN, Martine KOHLY, Françoise LANNOY, Floriane LATRAYE, Séverine LE BIHAN, Pascal LEMOINE, Hervé LENOIRE, Cédric LESCURE, Philippe LORIMIER, Céline MEKHMUKH, Laurie MENGUY, Jean-Marc MICHEL, Françoise MIDALI, Michel MIET, Rebecca NALLET, François OLLEON, Céline PAVAROTTI, Delphine PERREAU, Valérie PETEX, Adrian RAFFIN, Franck REBUFFET-GIRAUD, Cécile ROBIN, Eric ROETS, Marc ROSSET, Jean-Luc ROUX, Olivier SALVETTI, Franck SGAMBATO, Myriam SIMONAZZI, Brigitte SORREL, Christophe SUSZYLO, Agnès TIMONER

Pouvoirs : Yannick BOUCHET-BERT-PEILLARD à Clément BONNET, Claude COCQUET à Cécile ROBIN, Pierre-Jean CRESPEAU à Pierre BARUZZI, Laurent DESGOUIS à Martin GERBAUX, Jean-Yves GAYET à Olivier SALVETTI, Virginie GRAS à Patricia BELLINI, Caroline HALLE à Jean-François CLAPPAZ, Jérôme LARDIERE à Laurie MENGUY, Stéphane MALARD à Marc GRAMBIN, Martine VENTURINI à Arthur CULLATI

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Vu la délibération n° DEL-2026-0050 du 02 février 2026 du Conseil communautaire de la communauté de communes Le Grésivaudan,
Vu l'arrêté inter préfectoral n° 38-2026-04-17-00003 portant dissolution du Syndicat Intercommunal du Bréda et de la Combe de Savoie (SIBRECSA),

Conformément à la convention de répartition de l'actif et du passif et des contrats en cours de l'ex-SIBRECSA, la communauté de communes Le Grésivaudan et la communauté de communes Cœur de Savoie ne souhaitent pas reprendre à leur compte l'exploitation de l'usine d'incinération des ordures ménagères de Pontcharra au 1^{er} janvier 2026.

En conséquence, en accord avec les EPCI membres, le SIBRECSA a publié le 03 décembre 2025 un appel à manifestation d'intérêts en vue de la cession de l'Unité d'Incinération des Ordures Ménagères (UIOM).

Pendant l'appel à manifestation d'intérêts en vue de la cession de l'UIOM et jusqu'à l'issue de cette consultation, que le bien soit finalement cédé ou non, les parties ont également convenu de la nécessité de transférer la propriété de l'équipement à la communauté de communes Le Grésivaudan et de poursuivre l'exploitation de l'équipement pour éviter toute dévalorisation du bien.

A cette fin, le SIBRECSA a approuvé la signature d'un avenant n° 5 au marché d'exploitation de l'UIOM dont est titulaire la société IDEX en vue de prolonger sa durée pour 12 mois, soit au plus tard jusqu'au 31 décembre 2026, pour un montant total de 1 847 628 € HT, soit 2 048 190,80 € TTC.

Dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêts lancé, deux réponses ont été réceptionnées. Il s'agit de deux offres non engageantes assorties de conditions suspensives importantes qu'il n'a pas été possible de lever lors des auditions des candidats menées en coordination avec la communauté de communes Cœur de Savoie les 22 et 24 juin dernier.

Ces conditions suspensives étaient liées à la vétusté du site et aux risques induits par sa situation géographique : contraintes du Plan de Prévention du Risque Inondation de l'Isère et de l'éventuelle pollution aux métaux lourds après 50 ans d'exploitation.

Par conséquent, le COPIL post dissolution du SIBRECSA a pris la décision le 30 juin 2026 de procéder au démantèlement de l'équipement et par conséquent d'arrêter définitivement l'exploitation au 31 décembre 2026.

Cette décision doit être notifiée en préfecture avant le 30 septembre 2026.

Consécutivement à cette décision, doivent être engagés, conformément à la réglementation sur la cessation d'activité des Installations Classées pour l'Environnement (ICPE), des études et travaux de sécurisation et de remise en état du site afin de supprimer les risques que ces installations représentent pour l'extérieur et pour les usages futurs des terrains où elles se trouvaient.

La procédure se décline en plusieurs étapes, devant être dûment attestées par une entreprise certifiée :

- Notification de cessation d'activité,
- Mise à l'arrêt définitif,
- Mise en sécurité,
- Réhabilitation du site.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Les coûts liés à cette procédure et les travaux qui en découlent seront pris en charge conjointement par les 2 EPCI concernés.

Ainsi, Monsieur le Président propose au Conseil communautaire :

- D'approuver la décision de démanteler l'UIOM de Pontcharra,
- De procéder au déclassement du bien,
- D'engager les études et travaux nécessaires à la sécurisation et à la remise en état du site.

Le Conseil communautaire, après en avoir délibéré, adopte à la majorité des suffrages exprimés cette délibération (par 67 voix pour et 5 abstentions : Marieke BUNTINX, Franck SGAMBATO, Sandrine GAUCHON, Marc GRAMBIN, Pascal LEMOINE).

Ainsi fait et délibéré les jour, mois et an ci-dessus.

Au registre ont signé tous les membres présents.

POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME ET EXECUTOIRE

Crolles, le 21 SEP. 2026

Le Président,
Henri BAILE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Accusé de réception en préfecture
038-200018166-20260921-DEL-2026-0276-DE
Date de télétransmission : 23/09/2026
Date de réception préfecture : 23/09/2026